



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 295
(Privé)

Loi concernant Aéroports de Montréal

Présentation

Présenté par
M. Jacques Chagnon
Député de Saint-Louis



Éditeur officiel du Québec
1991

Projet de loi 295

(Privé)

Loi concernant Aéroports de Montréal

ATTENDU qu'il y a lieu de soustraire Aéroports de Montréal à l'application de certaines dispositions législatives ou d'en modifier la portée à l'égard de cette personne morale;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, il faut entendre par:

«Aéroports de Montréal»: la corporation constituée sous cette dénomination le 21 novembre 1989 en vertu de la partie II de la Loi sur les corporations canadiennes (S.R.C., 1970 chapitre C-32), ainsi que toute personne morale dont au moins 90 % des actions du capital appartient à Aéroports de Montréal et toute personne morale sans capital-actions entièrement contrôlée par cette dernière, pourvu que cette personne morale exerce une activité relevant des objets aéroportuaires d'Aéroports de Montréal;

«bail»: le bail à intervenir conformément à la convention intervenue en date du (*insérer ici la date de la signature*) 1991 entre la Couronne du chef du Canada et Aéroports de Montréal, y compris toute modification à ce bail ainsi que tout autre bail relatif à l'aéroport de Saint-Hubert ou à un autre immeuble pouvant être exploité par Aéroports de Montréal dans le cadre de ses objets aéroportuaires;

«immeuble»: un immeuble à l'égard duquel Sa Majesté du chef du Canada verse aux municipalités des subventions tenant lieu de taxes foncières, selon le régime généralement applicable aux immeubles qui lui appartiennent.

2. Aux fins de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) et de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3), Aéroports de Montréal n'est ni locataire, ni occupant, ni propriétaire d'un immeuble visé par la présente loi.

3. La taxe d'affaires visée à la section III du chapitre XVIII de la Loi sur la fiscalité municipale ne peut être imposée à l'égard d'une activité exercée par Aéroports de Montréal. Aéroports de Montréal n'est pas non plus sujette à une tarification visée à la section III.1 du chapitre XVIII de cette loi, sauf celle constituant la contrepartie de l'utilisation d'un service municipal.

Cette contrepartie et ses modalités de paiement peuvent toutefois être établies par entente avec la municipalité intéressée.

4. La présente loi n'est pas censée soustraire une personne autre qu'Aéroports de Montréal à l'application de l'article 208, de la section III ou de la section III.1 du chapitre XVIII de la Loi sur la fiscalité municipale, ou des dispositions de la Loi sur l'instruction publique.

5. La Loi concernant les droits sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39) ne s'applique pas à un bail visé par la présente loi.

6. Le paragraphe 8° du deuxième alinéa de l'article 115 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) ne s'applique pas à l'égard d'une opération cadastrale au sens de cette loi, relative à un immeuble visé par la présente loi.

7. Les droits d'Aéroports de Montréal, découlant d'un bail immobilier conclu par cette dernière à titre de locataire d'un immeuble visé par la présente loi, sont assimilés à des droits réels immobiliers aux fins de la Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32), de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (L.R.Q., chapitre S-29.01) et de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (L.R.Q., chapitre C-2).

Aux fins de ces lois, la mise en gage ou autre forme de cession en garantie d'un droit visé au présent article est assimilée à une hypothèque.

8. La présente loi entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.